



Synthèse de la Table-Ronde internationale « Sécurisation alimentaire : dynamiques et pratiques »

9 et 10 mars 2016

ISSP – Université de Ouagadougou, Burkina-Faso

La table ronde internationale « Sécurisation alimentaire : dynamiques et pratiques » a été organisée les 9 et 10 mars 2016, à l'ISSP-Université de Ouagadougou, dans le cadre du projet de recherche « Sécurisation alimentaire : objets, acteurs et trajectoires d'innovation » (SAOATI).

Elle avait plusieurs objectifs :

- Questionner les approches communément mises en œuvre dans le champ de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en partant des pratiques des acteurs humanitaires et de développement et des expériences de terrain des chercheurs.
- Favoriser les échanges entre les différents types d'acteurs impliqués ;
- Présenter l'approche sécurisation alimentaire mise au point dans le cadre du projet SAOATI.

L'appel à communications avait proposé trois thèmes pour cadrer les interventions :

- la sécurisation alimentaire « en projet » (conception, préparation, mise en place, évolution...);
- la sécurisation « en interaction » (entre bailleurs, bénéficiaires, collaborateurs, régulateurs...);
- et la sécurisation « en question » (discours, instruments, bilans...).

Présentation

La Table-Ronde a regroupé environ 130 participants issus de différents milieux professionnels (recherche académique, acteurs du développement et opérateurs économiques) et de plusieurs pays (Belgique, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, France, Madagascar, Mali, Niger).

Elle a été rendu possible grâce aux soutiens du Groupe Nutriset, de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de l'UMR Développement et Sociétés, du CIRAD, de l'Ambassade de France au Burkina Faso (SCAC), de l'IRD, de l'ISSP et de l'Université de Ouagadougou 2.

La première journée a été consacrée à des échanges entre professionnels, sous forme de deux tables rondes, modérées par des chercheurs. La première était plutôt centrée sur la sécurisation nutritionnelle, la seconde sur la sécurisation alimentaire. Elles ont particulièrement questionné la nouveauté des paradigmes, des produits et des pratiques mises en œuvre dans ces deux champs.

La seconde journée a été organisée en quatre sessions, à partir des contributions de chercheurs:

- « Renouvellement ou intégration des institutions et des dispositifs ? » ;
- « Pratiques alimentaires: entre innovation et identité » ;
- « Projets et acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vis-à-vis » ;
- « Perspectives d'amélioration des instruments et des outils ».



Introduction

Cette introduction reprend la communication scientifique de Pierre Janin rappelant les objectifs scientifiques et les enjeux collaboratifs de la Table-ronde et du projet SAOATI. La deuxième partie de son intervention dresse une analyse critique des approches et des interventions pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

La table ronde « Sécurisation alimentaire » a une histoire. Elle s'inscrit dans le prolongement de travaux collectifs plus anciens, réalisés en partenariat, dans le champ de la sécurité alimentaire. Tous se sont efforcés de dépasser les idées reçues, les injonctions et les prescriptions convenues en matière de mesure comme de perception de l'insécurité.

Entre 2000 et 2004, nous avons ainsi participé à un programme d'importance, associant l'Université de Ouagadougou et l'IRD. Il visait à étudier les relations entre vulnérabilité apparente, insécurité alimentaire réelle et malnutrition chronique à partir d'une analyse de la variabilité saisonnière des ressources et des risques dans une zone de transition agro-écologique et de carrefour des communautés (gourmantché, mossi et peule). Elle a permis la soutenance de trois thèses en nutrition publique et de deux thèses en sciences sociales.

Entre 2005 et 2008, un nouveau programme de recherche a été mis en place au Mali. Il entendait étudier les jeux d'acteurs institutionnels, associatifs et privés, dans un contexte de crise alimentaire régionalisée. À cet effet, une analyse des discours, des intentions et des actions menées a été réalisée à partir d'un riche corpus d'entretiens d'acteurs impliqués dans la gestion de l'insécurité alimentaire structurelle comme conjoncturelle. Elle a permis de relever combien les représentations d'un problème donné participaient de sa construction et de sa résolution éventuelle en termes de gouvernance des ressources et des hommes.

Reprenant pied au Burkina Faso en 2012, un partenariat original public-privé s'est donné pour objet l'étude des jeux d'acteurs autour des innovations (techniques comme organisationnelles) dans le champ de la sécurité alimentaire.

À partir de recherches multi-situées (rural/urbain), il analyse la sécurité alimentaire non plus d'un point de vue technocratique mais de manière plus processuelle (sécurisation) et plus englobante (satisfaction) à partir d'un ensemble de marqueurs (les échelles et les interactions dans le champ de la lutte contre l'insécurité alimentaire; les fonctions et les représentations de l'alimentation).

Le champ de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) – comme objet d'intervention de l'action publique – a été marqué par un élargissement progressif et ininterrompu au cours des décennies passées. Elle doit désormais gérer des

relations complexes entre disciplines, thématiques, acteurs et échelles.

Elle est caractérisée par la prédominance d'analyses et d'interventions qualifiées d'humanitaires :

- les impacts des chocs sont davantage pris en considération que les causalités multifactorielles, toujours difficiles à paramétrer.
- le traitement immédiat des situations d'urgence et d'exception est privilégié par rapport aux insatisfactions routinisées du quotidien ;
- l'individu et le ménage sont des cibles plus commodes pour l'intervention que les collectifs aux limites fluctuantes ;
- la mesure de l'insécurité reste une activité centrale au détriment de la compréhension des dynamiques et aux effets d'interactions.

De ce fait, **la SAN est caractérisée aussi par un prisme technocratique marqué** : les objectifs programmés sont multiples et clairement établis, les prescriptions normées l'emportent, tandis que les gouvernants et les experts s'efforcent d'harmoniser les cadres d'actions et de standardiser les instruments au sein de dispositifs composites, multiples et parfois concurrents.

Comme chercheurs, nous avons plutôt fait le choix de **nous intéresser à ce qu'on peut appeler les « impensés, les angles morts et les défis associés » du champ d'action de la sécurité alimentaire.**

Le terme d'impensés renvoie, dans notre approche, au champ du « politique caché », c'est-à-dire des rapports de force, des jeux de pouvoir et des régulations marchandes, politiques et sociétales plus ou moins fonctionnelles, au cœur des systèmes alimentaires.

La notion d'« angle mort », pour sa part, désigne plutôt les éléments négligés dans la réflexion et l'intervention. Ce sont, par exemple, les évaluations rigoureuse et impartiale (des actions), de leur mise en contexte comme de leur acceptabilité.

Sous le vocable « défis associés », nous pensons aux marqueurs actuels qui expliquent pourquoi les gains enregistrés dans le domaine auront sans doute du mal à se reproduire du fait de l'aggravation des incertitudes, de la marchandisation des ressources et des inégalités croissantes. À cela, il convient d'ajouter certains éléments liés à l'évolution des sociétés : l'individualisation des attentes, le renforcement des revendications, la variabilité de la satisfaction et la médiatisation parfois excessive des actions comme des inactions.

L'évolution des contextes à risque/de crise et les bilans critiques des cadres d'intervention (humanitaire et

politique) ont contribué à accélérer la prise de conscience des limites des approches actuelles.

Cette évolution est illustrée par le renouvellement des termes mobilisés dans le champ : ainsi, on est passé, en l'espace d'une décennie, de l'analyse multifactorielle de la vulnérabilité à la rhétorique de la résilience individuelle. En sciences sociales, la dimension économique de la consommation a montré ses limites par rapport à l'expression holistique de la satisfaction (qui reste encore à mieux décliner selon les contextes).

Quant au terme de « sécurité alimentaire », qui a fait florès, nous plaçons, pour notre part, pour lui substituer le terme de « sécurisation », comme l'illustre le titre de cette table ronde internationale. Le terme de « sécurisation » est emprunté au champ de l'intervention sécuritaire et reste encore peu exploré en sciences sociales et mal défini.

Dans son sens générique, la sécurisation serait à considérer comme : « création des conditions de pérennisation d'une situation donnée ou à atteindre et attention portée aux processus structurants, et au fonctionnement global du système ».

La « sécurité alimentaire » fonctionnerait davantage par objectifs quantitatifs, organisant des actions convergentes « vers » ; elle serait donc plutôt à considérer comme un champ d'actions intentionnelles finalisées et positives.

La « sécurisation alimentaire » partirait de ce premier niveau pour lui adjoindre une dimension supplémentaire que l'on pourrait qualifier d'« agencité incertaine », c'est-à-dire d'une capacité d'action propre pas nécessairement établie et prévisible.

Cette dernière renverrait à la fois au caractère changeant et aléatoire des contextes, aux réajustements des rapports entre acteurs (compte tenu de leurs logiques et de leurs intérêts propres), aux dynamiques processuelles (héritées, prévisibles ou mal perçues) ainsi qu'à la capacité à réaligner les interventions et les analyses en vertu d'exigences critiques et éthiques.

Ainsi délimitée (même grossièrement), **la sécurisation apparaît à la fois comme un cadre d'action** (en termes de recherche-action), **mais également comme un cadre de recherche sur l'action** (selon une perspective socio-anthropologique pour le développement).



Jour 1 : « Opérateurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle »

Deux sessions de réflexion et de débat entre chercheurs, opérateurs et professionnels du développement ont eu lieu cette première journée.

Table-ronde « Sécurisation alimentaire : nouveaux enjeux, nouveaux paradigmes »

Cette première table-ronde, introduite et animée par Ludovic Kibora (INSS), a regroupé les représentants d'ACF (Martin Loada, responsable Sécurité alimentaire), d'OXFAM (Issaka Ouandaogo, responsable Plaidoyer), de l'INERA (Mariama Balima), d'Afrique Verte (Gisèle Kazoni, responsable Céréales) et de la Direction chargée de l'analyse des politiques de sécurité alimentaire et agricole du Ministère de l'Agriculture (Gérard Bazié).

Elle visait à la fois à favoriser des retours d'expérience des professionnels de la sécurité alimentaire et à dresser des constats sur les difficultés rencontrées, les contraintes à lever et les nouveaux enjeux à prendre en considération.

Chaque communicant a débuté par une courte présentation de son rôle et de son institution de rattachement avant de passer plus de temps à détailler les activités concrètes mises en œuvre comme celles à déployer et à promouvoir.

Les moyens mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture du Burkina Faso sont divers : promotion de semences améliorées mise en place de boutiques témoins (SONAGESS), distribution de charrues, etc. Cette institution est également impliquée dans l'accompagnement des politiques pour l'amélioration de la qualité du riz local fourni par la SONAGESS.

En ce qui concerne les ONG, la représentante d'Afrique verte a mis l'accent sur la professionnalisation des acteurs à travers les formations qu'ils organisent. L'ONG favorise ainsi les échanges entre zones excédentaires et déficitaires avec la mise en place de bourses de céréales afin d'assurer de meilleures disponibilités en céréales tout au long de l'année et de favoriser localement la stabilité des prix. Face aux difficultés causées par les variations de prix sur les marchés, des solutions sont envisagées : prime à la

Loin d'être toujours considérée comme un bien public nécessitant la participation de tous, la lutte contre l'insécurité alimentaire reste encore un champ d'action influencé par l'aide et les partenaires techniques et financiers. Les représentants des ONG ont rappelé que

les sociétés paysannes devaient encore faire face à des goulets d'étranglement structurels (crédits, semences, engrais) qui ne sont pas près d'être résolus par les commerçants ou l'État qualité pour le producteur avec un prix d'achat fixe à la production, réduction du nombre d'intermédiaires, etc.

De son côté, l'INERA a privilégié les programmes d'activités visant à améliorer la qualité des rendements et la gestion des ressources naturelles permettant l'accroissement de la production agricole de façon « durable ». Il existe peu d'informations concernant le niveau des besoins en semences des producteurs, cette question ayant été politiquement négligée de longue date.

L'ONG OXFAM a utilisé des méthodes d'identification des personnes vulnérables en s'appuyant notamment sur le partenariat HEA avec la *Banque mondiale*. Elle est impliquée dans la promotion de la consommation locale (exemple : foires alimentaires organisées pour promouvoir des produits locaux).

Pour sa part, ACF a pris en compte de manière significative la dimension « habitudes alimentaires » dans ses activités au moyen d'enquêtes CAP (connaissances, attitudes, pratiques) comme la question de promotion commerciale des semences produites et le diagnostic des produits alimentaires préparés et consommés.

Il ressort des discussions une difficulté patente des acteurs intervenant dans le champ de la sécurité alimentaire à sortir d'un prisme agricole et productiviste, encore renforcé depuis la crise alimentaire de 2007-2008 et les inquiétudes par rapport à la question du changement climatique.

D'autres communicants ont également insisté sur la nécessaire structuration du monde rural à un niveau macro (avec l'union des groupements par exemple) plutôt qu'à l'échelle locale comme cela a été le cas dans d'autres projets.

De nombreux progrès techniques dans le champ de la précision de l'insécurité alimentaire (systèmes experts et outils) ont été enregistrés depuis des décennies sans pour autant parvenir à anticiper les situations de déficit et préciser les zones concernées. Néanmoins, la question du ciblage des vulnérables ainsi que la délimitation de seuils reste toujours un enjeu méthodologique et un défi politique.

Les communicants ont relevé que les modes de coordination ont été singulièrement améliorés en temps de crise, même si du fait de la diversité des fournisseurs d'information, la question de sa qualité et de son intégration et de son partage reste posée.

La lutte contre l'insécurité alimentaire semble encore trop pénalisée par le cloisonnement technocratique des lieux de débats en dehors des lieux de crise (mobilisations de rue). L'une des innovations remarquées, postérieure aux crises alimentaires (2011-2012) a été la mise en place de boutiques témoins par l'État et la volonté de mettre en place des stocks de proximité.

Loin d'être toujours considérée comme un bien public nécessitant la participation de tous, la lutte contre l'insécurité alimentaire reste encore un champ d'action influencé par l'aide et les partenaires techniques et financiers. Les représentants des ONG ont rappelé que les sociétés paysannes devaient encore faire face à des goulets d'étranglement structurels (crédits, semences, engrais) qui ne sont pas près d'être résolus par les commerçants ou l'État.

Si l'intitulé de cette table ronde insistait sur les nouveaux enjeux et nouveaux paradigmes, de fait les participants ont surtout développé la question des innovations en matière d'outils et de dispositifs.

Revenant sur le devenir des sociétés locales, les représentants des ONG ont rappelé qu'il existait une contradiction forte entre la volonté de spécialiser les filières (intensification économique et agricole) et leur nécessaire diversification (minimisation de risque, sécurité alimentaire).

En ce qui concerne les organisations paysannes, il apparaît clairement qu'elles ont une position difficile à maintenir (approvisionnement difficile en intrants et commercialisation incertaine des denrées produites) comme une difficulté à coordonner les différentes dimensions de la sécurité alimentaire, au même titre que les projets des ONG et les ministères.

En termes de réflexion, les professionnels du développement et les acteurs de solidarité internationale représentés présents ont tous rappelé l'intérêt qu'il y avait à mieux réguler les rapports entre les nombreux acteurs travaillant dans le champ même si cela est difficile à concrétiser, de même que la nécessité à reconsidérer la sécurité alimentaire à l'aune de ces dilemmes politiques. Enfin parmi les contraintes, celle de l'éclatement de la lutte entre une pluralité d'acteurs aux interventions et moyens financiers insuffisants. Force est de reconnaître également que ce champ d'intervention souffre encore du manque d'évaluation, de critique indépendante et rigoureuse.

Table-ronde
**« Sécurité nutritionnelle :
nouveaux produits, nouvelles pratiques ? »**

À la différence de la Table précédente consacrée à la sécurité alimentaire, celle-ci aborde un champ, celui de la lutte contre la malnutrition, mieux délimité, tant du point de vue des protagonistes impliqués, des compétences mobilisées que des activités déployées. Il semble également, par comparaison, plus médiatisé et mieux relayé politiquement. Enfin, on peut se demander si les cadres stratégiques élaborés n'ont pas un impact plus marqué que dans le domaine de la sécurité alimentaire proprement dite.

Cette deuxième table-ronde, animée par Jean-François Caremel (Cermes & Lasdel), a regroupé les représentants du Groupe Nutriset (Isabelle Lescanne, directrice générale d'Onyx Développement), du GRET (Claire Kaboré), de l'UNICEF (Denis Garnier, responsable nutrition).

Si les discussions ont essentiellement abordé la lutte contre la malnutrition (aiguë/chronique), en réalité, la problématique nutritionnelle est beaucoup plus large, et doit embrasser la question de l'autonomie nutritionnelle et de « l'accès à l'alimentation pour tous ».

Les avancées (positives) apparaissent, du point de vue de la majorité des intervenants, significatives dans plusieurs directions: nouveaux produits thérapeutiques, nouveaux protocoles, nouveaux outils, nouveaux réseaux.

Le passage d'un traitement médicalisé sur site (dispensaire) à un traitement ambulatoire familial, par le biais d'aliments thérapeutiques prêt à l'emploi (ATPE) a considérablement facilité la prise en charge de la malnutrition sévère aiguë.

Le transfert des procédés technologiques de fabrication, à moindre coût marchand, à base de produits locaux, au sein d'entreprises agro-alimentaires dans les différents pays concernés, a permis renforcer la réappropriation et la redevabilité des programmes (notamment en valorisant les savoirs locaux et la contribution des femmes).

Les participants ont insisté sur l'importance de l'ancrage local en termes de fabrication des produits, susceptible de créer un cercle vertueux à l'échelle locale (agriculture, emploi, transformation, consommation,...).

Toutefois, des efforts restent à réaliser pour mieux connaître les attentes des bénéficiaires/clients, améliorer les réseaux de PME (de fabrication, de distribution), pour tester de nouvelles formes de marketing et pour améliorer la labellisation.

L'enjeu de la structuration, du développement, de la solidification d'un réseau des PME, notamment en milieu rural, a été souligné par le GRET, tandis que *Nutriset* a mis l'accent sur les blocages juridiques et législatifs liés au développement des infrastructures agro-alimentaires.

L'expert de l'UNICEF a évoqué des collaborations difficiles entre experts impliqués dans le champ de la sécurité alimentaire et les experts de la sécurité nutritionnelle. Il serait judicieux que les pouvoirs publics stabilisent et améliorent le contexte institutionnel pour protéger les consommateurs tout en favorisant le développement de produits à base de ressources agricoles locales et les entreprises liées. Quels que soient les choix politiques, la place et le rôle du secteur privé sont désormais centraux et reconnus comme tels.

Alors que la prise en compte de la malnutrition aiguë renvoie à des protocoles bien établis, celle de la malnutrition chronique, qualifiée de « silencieuse », reste encore difficile, aussi bien du point de vue de sa compréhension que de son financement. Force est de reconnaître l'importance du champ des représentations (du risque, des aliments, du changement social, du bien-être, de la maladie,...) en matière d'insécurité nutritionnelle au-delà des ressources mobilisables (savoirs, revenus, produits).

De même, les relations entre malnutrition chronique et son environnement global sont insuffisamment appréciées et étudiées (care, statut individuel, hygiène, risques sanitaires liés à l'environnement, qualité de l'eau, pathologies,...). Il y a, là, matière à mobiliser des connaissances intégrées en sciences sociales et, plus particulièrement, en socio-anthropologie, dès la conception des programmes d'intervention et pas seulement, en aval, pour lever des incompréhensions et pour tenter de résoudre des blocages même si, généralement, ces informations restent encore difficiles à traduire en termes opérationnels (les opérations de ciblage et le suivi-évaluation restent souvent très normés et hâtifs dans leur mise en œuvre).

Par ailleurs, la malnutrition chronique ne soulève pas la même solidarité, ni la même visibilité internationale, de la part des acteurs, que la malnutrition aiguë dans des contextes d'urgence humanitaire.

Quant à l'appréciation des effets de tel ou tel produit de prévention à l'échelle individuelle, elle est encore à difficile à mesurer (manque d'outils et de protocoles stabilisés).

Le retard de croissance semble l'indicateur le plus indiqué pour en rendre compte dans la mesure où il s'apprécie sur la durée. Les carences en micronutriments et l'anémie constituent un deuxième défi, sans compter dans certains pays et, pour certaines catégories sociales, l'émergence du problème du surpoids/obésité.

À ces différents problèmes enchevêtrés qui s'inscrivent dans une dynamique des systèmes alimentaires, l'aide humanitaire, internationale, nationale ou locale, seule ne peut constituer une réponse probante : la coopération entre acteurs public, privé, associatif, communautaire doit être privilégiée afin de stabiliser, dans la durée, les actions à charge pour l'État de parvenir à jouer un rôle d'intermédiation/de régulation (?).

Les intervenants de la Table ronde ont insisté sur le rôle clé des innovations, à la fois techniques et organisationnelles, pour une sécurité nutritionnelle, accessible et maîtrisable par le plus grand nombre (du point de vue des prix, de la qualité des produits, de l'implication des partenaires locaux,...) en dehors d'interventions curatives, réactives, ponctuelles et non durables. Les « bénéficiaires » et « vulnérables » pourraient être davantage perçus et considérés comme des clients, acteurs de leur propre développement.

Parmi les solutions évoquées, la représentante du *Groupe Nutriset* a souligné la nécessité de créer les conditions légales et juridiques de création de valeur et des cercles vertueux.

Pour finir, les membres de la Table ronde ont acté le fait que la nutrition n'était pas qu'une question de santé mais également, plus prosaïquement, une condition même du développement.



Jour 2 :

« Chercheurs et opérateurs en vis-à-vis »

La seconde journée a été organisée à partir des contributions de chercheurs en sciences sociales, en quatre sessions thématiques :

- « *Renouvellement ou intégration des institutions et des dispositifs ?* »
- « *Pratiques alimentaires : entre innovation et identité* »
- « *Projets et acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vis-à-vis* »
- « *Perspectives d'amélioration des instruments et des outils* »

Voici les résumés des communications proposées par les chercheurs :

Session thématique n°1 :

« *Renouvellement ou intégration des institutions et des dispositifs ?* »

*Arlène Alpha (CIRAD, UMR MOISA, France),
Simone Carboni (Laboratoire citoyennetés) :*
« **Politiques de sécurité alimentaires et
intersectorialité** »

Au-delà du consensus international sur la définition de la sécurité alimentaire, des visions alternatives s'affrontent sur le type de stratégie à adopter pour contribuer le plus efficacement aux objectifs de sécurité alimentaire.

Depuis la crise alimentaire de 2008, on observe un retour du discours « productionniste » – considérant la sécurité alimentaire sous le seul prisme de la production agricole – et de façon concomitante un retour du débat sur les modèles de développement agricole les mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire. Le débat est le plus souvent polarisé entre partisans de l'« agriculture entrepreneuriale » et partisans de l'« agriculture familiale ».

Dans le contexte des grands aménagements hydro-agricoles, le discours productionniste des pouvoirs publics se traduit généralement par la promotion de l'entreprenariat agricole, des partenariats public-privé et des investissements sur les périmètres aménagés. Le contre-discours, porté par des acteurs comme les ONG internationales, y voit un encouragement à des accaparements de terres et met « les exploitations familiales » au cœur des stratégies de mise en valeur

des périmètres. Au Burkina Faso, les documents de politique publique actuels sur le secteur rural et la sécurité alimentaire présentent une vision relativement équilibrée entre les deux formes d'agriculture. Sur le terrain cependant, des choix politiques bien plus marqués sont effectués en faveur de l'un ou l'autre des modèles de développement agricole.

Dans le cas particulier du projet d'aménagement hydro-agricole dénommé « Pôle de Croissance de Bagré » (Bagrépôle), le choix du gouvernement avec le soutien financier de la Banque mondiale est clairement en faveur de l'agriculture entrepreneuriale. Les exploitants familiaux sont pris en compte, mais davantage comme des « bénéficiaires » plutôt que comme des agents du changement développant des stratégies de sécurisation alimentaire et contribuant à la sécurité alimentaire nationale. Les ONG internationales se mobilisent en critiquant le modèle de développement agricole incarné par Bagrépôle et en défendant une vision alternative de la sécurité alimentaire basée sur le soutien aux exploitants familiaux.

À partir de l'analyse du projet de Bagrépôle, l'objectif de la proposition de communication est de comprendre les décalages entre les discours des acteurs, leurs pratiques et les processus à l'œuvre sur le terrain en matière de sécurisation foncière et alimentaire.

L'observation de la structuration socio-foncière à Bagré illustre en effet une situation hybride qui ne correspond ni aux objectifs de promotion de l'entreprenariat agricole voulus par les autorités de Bagrépôle, ni à celle dénoncée par les ONG. La redistribution des ressources foncières au travers des déguerpissements, l'augmentation des conflits fonciers et les ruptures avec les modes de transmission coutumiers, a néanmoins des conséquences bien réelles sur la sécurité alimentaire des populations de Bagré.

Nous nous inscrivons ainsi dans l'approche de la sécurisation alimentaire pour mettre en lumière la dimension politique de la sécurité alimentaire, au sens de confrontation de choix politiques alternatifs et de rapports de pouvoir entre acteurs dans l'analyse des choix politiques dominants.

Alexis Roy (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR D&S, UP1-IRD, France) :

« Les organisations paysannes dans le champ de la sécurisation alimentaire au Burkina Faso : une participation sous contrainte »

Depuis la mise en place des *Sociétés Indigènes de Prévoyance* (SIP) au début du XXe siècle par l'administration coloniale française en Afrique subsaharienne, les organisations paysannes ont toujours été impliquées dans les politiques de sécurité alimentaire.

Elles ont parcouru un très long chemin depuis, en s'autonomisant et en se structurant, et ne sont plus de simples exécutantes. Elles sont, désormais, associées à la mise en œuvre des projets par les acteurs du développement selon le principe de la participation des acteurs locaux, mais celle-ci présente toutefois des degrés en fait très variés d'implications dans les prises de décisions. De plus, l'appellation « organisation paysanne » recoupe des entités très hétérogènes, par leur vocation, par leur type de structuration, par leurs ressources internes disponibles et par leur capacité d'action. Du fait de leur manque de ressources financières propres, elles sont des acteurs très dépendants de l'aide extérieure, ce qui limite d'autant leurs marges de manœuvre dans le choix de leurs orientations.

Une large partie des politiques de sécurité alimentaire repose sur des politiques de développement rural, et en particulier de développement agricole. Cela explique les attentes très fortes dont font l'objet les organisations paysannes et leur rôle dans le succès ou les échecs des projets mis en œuvre. Dans ce cadre, les enjeux, pour les organisations paysannes, se situent à plusieurs niveaux : dans leurs relations avec leurs partenaires, qui sont souvent leurs bailleurs ; dans la gestion interne du projet et, en particulier, des volets dont elles ont la charge ; dans leur environnement social immédiat, au sein duquel elles constituent souvent les rares organisations collectives à vocation économique un tant soit peu structurée.

Aborder la « sécurisation alimentaire » à partir des organisations paysannes permet d'étudier la sécurité alimentaire sur plusieurs échelles dans une approche interactionniste. À partir de plusieurs exemples issus de recherches de terrain au Burkina Faso, réalisées en 2014 et 2015, cette communication illustrera l'ambivalence de la participation des organisations paysannes aux politiques de sécurisation alimentaire. En s'appuyant sur des entretiens réalisés auprès des

membres d'organisations paysannes, tant au niveau local que national, j'aborderai les enjeux liés à leur insertion dans des projets, et plus particulièrement ceux liés à leurs relations avec leurs partenaires (les ONG nationales et internationales, les services techniques de l'État, etc.) et à leur environnement.

Eric Joël Fofiri Nzossie (Université de Ngaoundéré, FLASH, Cameroun) :

« Impacts des politiques publiques de sécurisation alimentaire sur la stabilisation de l'offre urbaine en zone soudano-sahélienne Cameroun. Analyse à partir du cas de l'Office céréalier »

Le marché céréalier dans les villes soudano-sahéliennes du Cameroun est caractérisé par une saisonnalité qui se renforce avec les répercussions du changement climatique et les dynamiques socioéconomiques régionales (démographie galopante, accroissement et diversification de la demande agro-industrielle). Cette saisonnalité se structure en une période post-récolte (octobre–avril) et une période de soudure (mai–septembre) où se localise en général les situations d'insécurité alimentaire. L'instabilité des prix étant l'un des éléments de la sécurité alimentaire (Ninnin-Massenet, Ribier, 1998) le stockage est alors un moyen de réguler l'approvisionnement des marchés en Afrique subsaharienne. Certains auteurs démontrent même que la flambée des prix alimentaires dans le monde peut s'expliquer pour partie par l'absence de coordination des politiques de stockage aux échelles nationale et internationale (Daviron, 2012). Dans la zone soudano-sahélienne du Cameroun la résurgence, ces quinze dernières années, du soutien institutionnel et non institutionnel pour la promotion du stockage collectif, s'inscrit dans des trajectoires d'innovation portées par la pléthore d'intervenants sur le terrain. Ce système de stockage constitue de nos jours la « pierre angulaire » de la politique de sécurisation alimentaire. Il polarise l'action publique nationale et internationale.

L'objectif de cette communication est d'analyser la pertinence des trajectoires actuelles d'innovation pour la sécurisation alimentaire au regard de leur impact sur la sécurité alimentaire (régularité des approvisionnements des marchés urbains, stabilité des prix). La méthodologie a mobilisé principalement des données secondaires auprès de différentes institutions et organismes qui produisent de l'information sur le stockage (SODECOTON, PAM, Office céréalier, Ministère de l'agriculture, ONG), et le suivi des prix sur les marchés (INS). Les résultats montrent que le système de stockage collectif soutenu par la politique publique est encore faiblement porteur d'accroissement durable des disponibilités pour les marchés urbains.

Session thématique n°2 :

« Pratiques alimentaires : entre innovation et identité »

Roger Zerbo (CNRST, Burkina Faso) :

« Évolution des habitudes alimentaires et point de vue sur les aliments transformés au Burkina Faso »

Le Burkina Faso est un pays sahélien où prédomine l'agriculture qui occupe plus de 80% de la population active et contribue au moins pour 30 % à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). La problématique de la sécurité alimentaire, en particulier la question de la qualité des aliments suscite un grand intérêt aussi bien dans les débats publics que dans les sphères académiques. Cet intérêt est motivé par le fait que les pratiques alimentaires ont récemment connu de fortes transformations caractérisées notamment par une augmentation de la consommation de produits prêts à consommer, par une progression de la restauration hors du domicile et par l'expansion des opérations de distribution des vivres, aussi bien en milieu urbain qu'en zone rurale.

La présente étude réalisée durant la période de janvier à octobre 2015 vise à comprendre la pertinence et l'acceptabilité des aliments consommés par la population, en mettant l'accent sur la façon dont les habitudes alimentaires et les coutumes sont influencées par les aliments transformés et les aliments perçus comme dangereux. La recherche, financée par l'ONG OXFAM, en partenariat Scientifique avec the Institute of development studies (IDS) a été mise en œuvre par l'Institut des Sciences des Sociétés. Il s'agit d'une étude essentiellement qualitative (Socio-anthropologique) qui adopte une approche multisituée avec les mêmes populations cibles (chef de ménages, informateurs clés, groupes spécifiques) suivies pendant 3 ans. Au Burkina Faso, c'est la ville de Kaya en zone urbaine et le village de Nessesmtenga en zone rurale qui ont été retenus comme cadre de la recherche.

Au Burkina Faso, des innovations sont introduites dans les recettes culinaires traditionnelles pour les rendre plus compétitives sur le marché. Que l'on soit en milieu rural ou en milieu urbain, on assiste à une transformation des modes de consommation alimentaire des populations qui tend vers aliments importés ou transformés hors du cadre familial. Les populations consomment de plus en plus ces aliments, surtout en dehors de la maison. En raison de leur prix relativement bas, leur accessibilité immédiate, leur bon goût et des contraintes socio-professionnelles, la consommation des aliments de la rue est en croissance malgré les dangers qu'ils peuvent présenter sur le plan

sanitaire. Les travailleurs des secteurs formel et informel ainsi que les élèves qui sont les consommateurs réguliers de ces aliments sont souvent exposés. Ce mode de consommation alimentaire qui est une des conséquences de la volatilité des prix des denrées a des conséquences sur la qualité de vie des populations. En effet, ces aliments sont le plus souvent de qualité douteuse et exposent les consommateurs à de multiples risques d'infection parasitaires ou d'intoxication alimentaire. En outre, la consommation de ces aliments se faisant le plus souvent en dehors de la maison, on assiste à une remise en cause de certaines des valeurs culturelles fondamentales, facteur de cohésion familiale. C'est autour de cette problématique que s'oriente la présente communication.

Vincent Bonnacase (CNRS, UMR LAM, France) :

« **‘Le goût du riz’ : une valeur politique au Burkina Faso ?** »

Cette communication vise à interroger les significations que peuvent revêtir les références populaires au « goût du riz » que l'on peut fréquemment entendre dans les rues des villes burkinabè. Il existe de multiples riz sur les marchés burkinabè que l'on peut distinguer selon leur origine, locale ou étrangère, mais aussi selon leur modalité d'acquisition, par le don des ONG, par l'achat en boutique, ou par l'achat subventionné dans les magasins de la SONAGESS. Or ces différents riz font communément l'objet d'une hiérarchisation gustative chez les populations, laquelle renvoie à des propriétés physiques de l'aliment, mais aussi à son histoire et à son mode de distribution.

Des chercheurs, se réclamant des Sensory Studies aux États-Unis, ont invité à explorer l'histoire sociale et culturelle des sens en partant de l'idée que ces derniers, loin de se réduire à la seule perception physiologique, sont tributaires de rapports sociaux, économiques et politiques. C'est ce que je me propose de faire, à propos du goût du riz au Burkina Faso.

Dans la mesure où le riz est aujourd'hui le principal aliment consommé dans les villes burkinabè et que sa distribution fait l'objet de politiques publiques cherchant depuis une dizaine d'années à promouvoir le riz national, mais aussi d'un fort investissement par un nombre réduit de grands importateurs, un tel questionnement intéresse directement les politiques de sécurité alimentaire dans la mesure où il parle aussi de ses modalités populaires de réception. Cette communication s'appuiera sur plusieurs mois de terrain effectués dans deux quartiers populaires de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso depuis 2013.

Jean-françois Caremel (Cermes & Lasdel, Niger) :

« **Nouveaux produits, nouveaux protocoles, nouveaux usages, les Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) dans le Sahel, de la médecine humanitaire à la sécurisation alimentaire** »

Cette contribution propose d'explorer les réalités pratiques des dynamiques de sécurisation alimentaire (SA) dans le Sahel en proposant un décentrement : en partant d'un cadre, a priori étranger à ces questionnements : les projets médicaux de prévention et de prise en charge de la malnutrition aigüe de l'enfant centrés sur la mise à disposition des Aliments thérapeutiques et supplémentés prêts à l'emploi (ATPE /ASPE). L'objectif de la présentation est d'analyser « par le bas » les dynamiques d'appropriation locale de ces produits thérapeutiques en étudiant les modalités et stratégies multiples de leur inscription dans les logiques de sécurisation alimentaire locales. Cette entrée, basée sur une lecture émique des acteurs finaux d'un produit agro-industriel du Nord produit essentiellement pour l'Afrique, permet d'exposer la portée du concept de SA et met en lumière différents angles morts des interventions qui visent les questions de sécurité alimentaire comme nutritionnelle, que la jeunesse de la notion de SA pourrait utilement prendre en compte.

Après une rapide présentation des ATPE et de leurs logiques de déploiement dans le Sahel, la première partie du propos passe en revue 3 dimensions clefs de l'inscription des ATPE dans le champ local de l'alimentation. Depuis différents espaces socioculturels, sont présentées les logiques de désignation, de circulation et d'usage de ces produits.

La seconde partie de la présentation propose une typologie des représentations et usages de ces produits. Cette typologie dessine des fonctions multiples de l'aliment selon les espaces et les parties prenantes. Ce caractère multidimensionnel de l'aliment/alimentation en fait tout à la fois une condition d'inscription dans des réseaux sociaux de sociabilité, d'économie, d'endettement, mais aussi un dispositif de « plaisir », fonctionnel ou encore de mode...

Ces différentes fonctions dessinées par l'économie locale des ATPE sont quasi systématiquement laissées en marge aussi bien par les programmes de prise en charge nutritionnelle, que par les logiques de sécurité alimentaire, faisant plutôt l'objet d'une réponse de police sanitaire/contrôle/répression. Ceci s'explique notamment par un tropisme développementaliste et une rationalité qui repose essentiellement sur des logiques de flux (argent, production, disponibilité...) et de tri (*offre demande, besoins /disponibilité...*).

Cette lecture exclusive entre en contradiction avec le caractère multidimensionnel de l'alimentation (sociale,

économique, relationnelle...) dont la rapide anthropologie des ATPE rappelle qu'elle est un fait social total. Ces éléments invitent finalement à souligner et à proposer de discuter 3 points : l'importance des réappropriations locales dans les innovations des projets d'aide et leurs modalités, la pertinence et les conditions d'une prise en compte de ces dimensions multiples de l'alimentation dans le concept, encore jeune (et donc flexible ?) de la SA et l'intérêt d'une anthropologie de la sécurisation alimentaire qui invite tout à la fois à en appréhender la complexité locale (à un moment donné mais aussi ses évolutions) et/ou laisser ouvert et apprendre des usages locaux.

Raphaëlle Héron (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR D&S, France) :

« Sécurisation alimentaire spontanée en milieu urbain burkinabè : l'articulation des échelles »

Notre objet d'étude est la sécurisation alimentaire spontanée, quotidienne, sociale, telle que vécue et mise en œuvre par les individus en milieu urbain Burkinabè. Nous soutenons que le champ de la sécurité alimentaire sert une vision rationnelle-cartésienne de l'alimentation, considérant les facteurs sociaux, hédoniques et patrimoniaux de l'alimentation comme des simples variables d'ajustement, et ne s'attardant donc pas outre mesure à leur compréhension. Le concept de sécurisation, s'il considère l'alimentation comme un fait social total, peut permettre d'affiner l'analyse des dynamiques et pratiques endogènes de sécurisation alimentaire, au-delà de l'objet d'action publique.

La communication vise donc à analyser comment s'articulent les dynamiques de sécurisation alimentaire à l'échelle des foyers (pratiques d'approvisionnement) et les dynamiques de sécurisation alimentaire à l'échelle des individus (pratiques d'acquisition et représentations alimentaires). Basée sur une recherche empirique de plusieurs mois en milieu urbain Burkinabè (cumulant entretiens qualitatifs, observations participantes ponctuelles et immersion longue), notre communication visera à mettre en lumière les pratiques diverses, temporalisées et contextualisées, parfois contradictoires.

Nous comprendrons dans un premier temps la sécurisation alimentaire comme l'ensemble des pratiques permettant de tendre vers un approvisionnement satisfaisant à l'échelle du foyer (ici compris dans son acception première d'unité de cuisine). Il s'agira donc d'expliquer les stratégies des responsables (chefs des finances et cheffes des préparations alimentaires) pour gérer les ressources, en fonction de la structure familiale et résidentielle, des mobilités, et des individualités. Il faudra donc rentrer à l'intérieur de cette boîte noire du foyer pour percevoir les stratégies de sécurisation individuelle, qui permettent de gérer les incertitudes, mais peuvent également les exacerber : liens sociaux spécifiques, statuts individuels, redistribution...

Session thématique n°3 : « Projets et acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vis-à-vis »

Seydou Keïta (CNRST, Mali) :

« Politique de sécurité alimentaire au Mali et stratégies d'acteurs : cas de la commune rurale Zan Coulibaly »

Le Mali, vaste pays sahélien très enclavé en Afrique de l'Ouest, est en proie depuis au moins deux décennies à des crises alimentaires récurrentes (suite aux effets conjugués de la crise climatique (sécheresse quasi endémique, pluviométrie déficitaire et spatialement mal répartie), de la pauvreté des sols, de l'insuffisance de l'encadrement des producteurs agricoles et de la remise en cause des systèmes de production alimentaire traditionnels. Il faut ajouter à ce lot, l'érosion progressive du pouvoir d'achat des populations.

Le gouvernement malien, avec l'appui des organismes d'aide au développement, a élaboré un Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) pour la période 2006-2015. Il a pour objectif global d'accroître la sécurité alimentaire au niveau national et à l'échelon des ménages, dans une perspective durable sur les plans économique et environnemental et dans le souci de justice sociale, en prêtant une attention particulière. aux moyens d'existence des femmes et des ménages ruraux pauvres.

De manière plus spécifique, le PNSA vise à : diversifier les activités des producteurs ruraux ; réduire le déferlement massif actuel des populations rurales vers les villes ; créer des emplois aux jeunes ruraux et ceux des villes en les insérant dans les circuits de transformation et de commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales; réduire la pauvreté touchant une part importante de la population.

L'incidence de ce programme devrait se traduire par des augmentations rapides de la productivité des petits agriculteurs dans les domaines des productions végétales, animales, halieutiques ; la réduction des variations annuelles de la production et l'amélioration de l'accès général à la nourriture.

Au-delà de ces objectifs officiels ainsi affichés, ce papier rend compte des modalités d'application de cette politique au niveau d'une collectivité locale à travers les interventions des projets de développement. Il examine également les stratégies des associations et des populations locales face à ces interventions. En effet, la commune Zan Coulibaly, située à la lisière de la forêt classée de Faya et à cheval

sur la route nationale n°6, est soumise à la fois à une forte spéculation foncière réduisant d'année en année les terres agricoles et à la prédominance d'une culture de rente, le coton. On note la présence de différents acteurs tant étatiques que non étatiques évoluant sur « l'arène locale de la sécurité alimentaire ». Les actions des différents intervenants (État, ONG de l'humanitaire ou de développement, Organisations internationales) perçues comme complémentaires, mais parfois concurrentielles ou duplicatives, sont détournées dans les stratégies de captation des ressources par certains groupes d'acteurs issues de la population locale, compromettant ainsi la sécurisation alimentaire pour la grande majorité de la population de la commune.

Imane El Rhomri (Université Pablo de Olavide de Seville, Espagne) :

« Genre, capacités et sécurisation alimentaire dans l'arène des ménages ruraux subsahariens »

Les recherches et les politiques qui s'intéressent à la corrélation entre les inégalités de genre et le problème de la faim ou de la malnutrition restent enfermés dans le cadre conventionnel des quatre piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pourtant, comme le montrent de plus en plus de travaux, ce cadre ne permet pas d'analyser en profondeur les facteurs multiples et inter-reliés qui maintiennent des relations de pouvoir défavorisant particulièrement les femmes, ni d'aborder des temporalités plus longues, dans des contextes d'instabilité, de risque et d'incertitude permanents. Défier ces limites requiert à notre sens un regard plus critique et l'introduction de nouvelles dimensions, variables et échelles d'analyse.

En milieu rural subsaharien, le ménage constitue le premier espace de construction sociale de la sécurité alimentaire. Chaque membre y a un rôle et des responsabilités distinctes, socialement attribués en fonction du statut, du sexe et de l'âge. La prise de décisions est une constante dans la gouvernance de cette d'unité d'habitat, de production et de consommation complexe et la régulation des déficits alimentaires potentiels et avérés. Cette prise de décision est fortement influencée par le pouvoir de négociation relatif de chaque membre, à son tour déterminé par des facteurs qui se jouent à l'intérieur comme à l'extérieur du ménage.

Par rapport à d'autres approches, nous considérerons que le prisme de la sécurisation alimentaire est le plus à même de rendre compte du caractère politique, dynamique et évolutif du processus de construction sociale de la sécurité alimentaire et de la prise de décisions -révélatrice des jeux de pouvoir- qui lui est associée. De même, pour mieux aborder la perpétuation des cycles de discrimination selon le genre, il nous semble qu'il faut abandonner la conceptualisation segmentaire de la sécurité alimentaire pour aller vers une vision intégrée du processus qui y conduit et des trajectoires qu'on emprunte pour y arriver. L'important à nos yeux ce

n'est pas tant d'analyser l'état de sécurité ou d'insécurité chez les femmes et les hommes, les garçons et les filles, que de dévoiler les opportunités ouvertes à chacun d'entre eux, dans un contexte déterminé, en vue d'assurer une subsistance socialement équitable et durable.

L'objectif de cette communication est d'exposer au débat une nouvelle manière de voir et d'analyser la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui a l'avantage de capter des dimensions souvent négligées ou ignorées. En effet, nous allons nous appuyer sur des recherches théoriques et empiriques concernant les modes d'organisation des ménages ruraux subsahariens et mobiliser la notion de « cycle de sécurisation alimentaire » ainsi que l'approche des « capacités » pour construire une ébauche méthodologique d'évaluation « des capacités de sécurisation alimentaire » à l'échelle individuelle et collective, où l'analyse genre, intersectionnée avec d'autres facteurs de discrimination, occupe une place clé.

Palgo Diane Horelie (CNRST, Burkina Faso) :

« Droit à l'alimentation : Perceptions des populations de Kaya et Nessessemenga »

La sécurité alimentaire est de plus en plus préoccupante dans le monde où près d'un milliard de personnes ont des difficultés quotidiennes à se nourrir. Les pays en développement sont les plus concernés. Selon les constats faits par les Nations Unies pour l'année 2013, environ 20 millions de personnes font face au risque d'insécurité alimentaire dans la région du Sahel, dont 1,3 millions au Burkina Faso. Pourtant, l'un des défis majeurs des politiques agricoles est l'atteinte de la sécurité alimentaire et une bonne pratique nutritionnelle au sein d'une population en forte croissance démographique.

Malgré des résultats appréciables obtenus, l'agriculture burkinabè peine encore à assurer à la population une sécurité alimentaire. En effet, l'insécurité alimentaire constitue un risque de dégradation des conditions de vie des populations et une source d'instabilité sociopolitique des États. Dans un tel contexte, quelle place est accordée au droit à l'alimentation par l'État et quelle perception les populations ont de ce droit fondamental de tout être humain à se nourrir dans la dignité ? L'État burkinabè n'a pas mentionné de façon expresse le droit à l'alimentation dans la constitution. Il se pose donc un sérieux problème d'applicabilité de ce droit de la part des pouvoirs publics. Pourtant, les instruments juridiques nationaux et internationaux relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont nombreux et importants. Ils insistent sur la nécessité d'éradiquer la faim et la malnutrition, afin de promouvoir un développement humain durable.

L'État burkinabé a signé et ratifié un nombre important d'instruments relatifs au droit à l'alimentation notamment le Pacte International relatif aux Droits Économiques Sociaux et Culturels (PIDESC) qui a établi le droit de tout individu à une alimentation adéquate. Parallèlement, au niveau national, de nombreux programmes et politiques ont été mis en œuvre pour assurer une sécurité alimentaire aux populations. Ces politiques publiques mettent-elles pour autant l'accent sur le droit à l'alimentation? Comment les populations perçoivent-elles ce droit à l'alimentation? C'est pour répondre à ces interrogations qu'une recherche a été menée en 2014 dans la province du Sanematenga, plus précisément dans la ville de Kaya et le village de Nessemtenaga.

Cette recherche s'est déroulée dans le cadre d'un programme global intitulé « *Vivre en période de volatilité des prix alimentaires* » qui a bénéficié du financement de l'ONG OXFAM, en partenariat Scientifique avec *the Institute of development studies (IDS)*. La recherche nationale a été mise œuvre par des chercheurs de l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST) du Burkina Faso. À partir d'une méthode socio-anthropologique, une analyse des perceptions des populations locales sur la responsabilité individuelle, collective et institutionnelle face à l'insécurité alimentaire a été réalisée. Cette recherche a permis de comprendre que les populations de la zone d'étude ignorent l'existence pour eux d'un droit à une alimentation adéquate. Cependant, l'État et ses démembrements sont désignés comme les principaux responsables des problèmes de famine, même si les possibilités de sanctions à leurs encontre sont peu connues.

Peggy Y. Tohinlo et al. (Agrobiotech, Université de Gembloux, Belgique/Université d'Abomey-Calvi, Bénin) :

« Une soudure alimentaire persistance après deux décennies d'intervention pour la sécurité alimentaire dans l'Atacora (Nord-Ouest du Bénin) »

Situé au Nord-Ouest du Bénin et jouissant d'un climat soudanien caractérisé par une saison pluvieuse de 6 mois pour une pluviométrie annuelle moyenne de 1200 mm d'eau avec près de 90% des actifs dans l'agriculture, le département de l'Atacora demeure l'un des plus pauvres du pays. En effet, depuis les années 80, l'Atacora affichait de sévères indicateurs de pauvreté (soit un seuil de pauvreté de 89% contre 40% à l'échelle nationale) et une situation d'insécurité alimentaire plus grave (soit 6 à 8 mois de soudure alimentaire par an avec une famine cyclique chaque 10 ans) que celle nationale (EBC, 1987). Pour améliorer ces indicateurs, l'Atacora a été, dès la décennie 90, une zone de concentration des interventions de toutes les coopérations (bilatérales et multilatérales) qui, suivant diverses stratégies, (soutenues par les approches de la pauvreté), logiques d'intervention et démarches participatives, y ont conduit des programmes et projets de développement en faveur de la sécurité alimentaire et pour la lutte contre la pauvreté. Seulement et malgré les multiples appuis intégrant les différentes dimensions de la sécurité

alimentaire, les ménages de l'Atacora subissent toujours une rupture de leurs stocks vivriers sur le tiers de l'année avec une soudure alimentaire chronique de 4 à 6 mois; et selon les résultats des récentes enquêtes sur les conditions de vie des ménages publiés par l'INSAE en 2011, 64% d'entre eux sont en insécurité alimentaire et 24% sont à risque d'insécurité alimentaire; soit au total 85% des ménages en situation de précarité alimentaire.

Le présent papier, qui s'inscrit dans le cadre de nos travaux de thèse, se base sur les données empiriques collectées dans les communes de Cobly (à l'Ouest) et de Pehunco (à l'Est) du département de l'Atacora et celles secondaires obtenues dans les bureaux nationaux et régionaux des agences de coopération. Il prend comme étude de cas les interventions des coopérations allemande (GIZ), belge (CTB) et néerlandaise (SNV) pour analyser les facteurs des dynamiques d'élaboration et de mise en œuvre des programmes et projets de développement qui justifient/explicitent la persistance de la soudure alimentaire au niveau des ménages de l'Atacora. Ainsi, il part de la présentation des stratégies et logiques d'intervention (libération du capital humain, augmentation de la production agricole, accroissement du revenu, renforcement des capacités, etc.) des trois coopérations pour faire une analyse comparative des démarches d'élaboration et de mise en œuvre des projets de sécurité alimentaire conduits par ces dernières, pour enfin examiner les effets de ces démarches sur l'assurance de la sécurité alimentaire des ménages. Aussi sont analysées les relations entre ces diverses interventions qui se sont succédées et/ou côtoyées dans les mêmes villages et au niveau des mêmes ménages.



Session thématique n°4 :

« Perspectives d'amélioration des instruments et des outils »

Patrick Rasolofo (UMI Résiliences, Madagascar), Isabelle Droy (IRD, UMI Résiliences, France) :

« Les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire à l'heure du numérique : évolution technique ou changement de paradigme ? L'exemple du SISAV dans le sud-est de Madagascar »

La situation alimentaire à Madagascar est marquée par des difficultés récurrentes de la population en période de soudure, des crises alimentaires épisodiques dans certaines régions et une malnutrition chronique infantile qui touche un enfant sur deux. Une région du sud-est de Madagascar, l'Androy, présente des caractéristiques agro-écologiques et socio-économiques proches de celles du Sahel : un système agropastoral à forte variabilité climatique, marqué par une irrégularité de la pluviométrie ; la médiocre qualité des services, la faiblesse des conditions de vie et la pauvreté chronique rendent la population vulnérable aux crises alimentaires qui y sont fréquentes, dérivant parfois en famine.

À la suite de celle de 1991, un système d'alerte précoce (SAP) a été mis en place en 1996 inspiré de celui créé dans le Sahel au milieu des années 1980, mais avec des innovations en termes d'indicateurs et d'analyse de la vulnérabilité (Michiels, 2003). Le SAP permet la détection des crises, un meilleur ciblage de l'aide alimentaire et une information pour les projets de développement, nombreux dans cette région. Après 15 ans de fonctionnement, une profonde révision méthodologique a été engagée en 2011, qui ont entraîné la refonte du système (PAM, 2011). Un nouveau dispositif, le SISAV (Système d'information sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité) a été mis au point depuis 2012, élargissant l'aire géographique d'application à d'autres zones du sud-est du pays en insécurité alimentaire chronique. La conception a profondément changé : elle associe les collectivités locales (assemblée paysanne, centres de services agricoles), ainsi que les autres acteurs réunis en cluster sur la sécurité alimentaire (services de l'État, ONG et partenaires financiers) ; ils participent à la définition des indicateurs contextualisés de vulnérabilité alimentaire. L'usage de la téléphonie mobile pour la transmission par SMS des données collectées par des informateurs au niveau local, et traitées ensuite par informatique au niveau central, permet de déterminer rapidement et à une échelle fine, le niveau de vulnérabilité alimentaire, *même* dans des zones enclavées.

Au-delà des innovations technologiques, qui permettent de réduire les coûts et d'accélérer la diffusion des informations, le SISAV permet-il une appropriation de l'information et une réflexion sur les causes de l'insécurité alimentaire ? La mobilisation des acteurs à différents niveaux (locaux et cluster) contribue-t-elle à la mise en œuvre d'actions de réduction des vulnérabilités spatiales et de sécurisation alimentaire ?

Florence Y. Ouattara, Marie-Thérèse Some-Arcens (INSS, Burkina Faso) :

« La problématique du ciblage des bénéficiaires dans les projets de lutte contre l'insécurité alimentaire au Burkina Faso : le cas du Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire »

Suite à la crise alimentaire survenue au Burkina Faso entre fin 2007 et début 2008, est né le Projet d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire (PAPSA) avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale. Cette crise a fait l'objet d'un plan d'urgence pour réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, adopté en mai 2008 par le gouvernement burkinabé.

Il ressort a priori de l'analyse des actions des politiques et de ses partenaires dans la lutte contre l'insécurité alimentaire qu'il existe une « bureaucratisation redondante des instruments d'intervention » avec une « complicité » des partenaires « développementistes » extérieurs (coopérations bilatérales et multilatérales, institutions et ONG internationales) et avec la participation empressée de l'État, trop heureux d'afficher un activisme de bonne loi, dès lors qu'il s'agit de préserver sa légitimité de « grenier du village ».

La présente communication vise à partir de l'étude de cas du PAPSA à analyser l'écart entre théories et pratiques en matière d'identification et de sélection des bénéficiaires de projet surtout ceux liés à la sécurisation alimentaire. Des questions se présentent à notre analyse à savoir : Quelle est la démarche de ciblage des bénéficiaires du PAPSA ? Comment s'explique l'écart qui existe entre la théorie et la pratique dans le ciblage des bénéficiaires ? Il s'agit en fait d'un questionnement critique de la méthode d'intervention du PAPSA dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Burkina Faso.

L'effectivité et l'efficacité des méthodes et des dispositifs de cette politique de lutte pour une sécurité alimentaire peuvent être recherchées auprès d'une catégorie d'acteurs qui sont « oubliés » le plus souvent de tous les discours, « ignorés des pouvoirs publics et experts de tout genre, et pourtant censés être les premiers destinataires et bénéficiaires » (C. Arditi et al., 2011). En théorie, les politiques de ciblage visent à renforcer l'autonomie alimentaire ou la capacité financière des pauvres et/ou vulnérables. Dans la pratique, la sélection des bénéficiaires de ces projets fait apparaître des logiques différenciées des différents acteurs (ONG et population locale) de projet. L'esprit qui soutient le ciblage des bénéficiaires lors de l'élaboration du document-projet ne correspond pas toujours avec celui observé sur le terrain.

CONCLUSION

Ces deux jours ont été l'occasion d'un retour critique sur les pratiques et les enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique sahélo soudanienne. Les contributeurs ont ainsi fait le point sur les avancées positives, les éléments de blocages tout en dégagant quelques propositions d'amélioration.

Les éléments qui suivent sont repris dans la conclusion scientifique proposée par Pierre Janin à l'issue des deux jours de Table-Ronde.

Chaque temps de ce bilan est organisé autour de trois points : acquis et avancées réalisées, difficultés et blocages à lever, besoins et propositions à relever.



Bilan des interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire

En termes d'acquis et avancées dans le domaine de la sécurité alimentaire a été évoqué, d'un commun accord, l'efficacité des politiques ciblées de relance rizicole même si elles ont été plutôt favorables aux hydro aménagements et peu à la culture pluviale. Les discutants ont relevé aussi l'amélioration progressive des systèmes experts en termes de diagnostic et de surveillance, même si leur fonctionnalité reste parfois sujette à caution. L'apparition de ministères dédiés à la sécurité alimentaire est également apparue comme un point positif afin de sortir d'un prisme agricole encore dominant, de même que le renforcement du rôle des fédérations paysannes. Autre élément positif : le renforcement des cercles de concertation des décideurs, même si les pouvoirs des acteurs restent inégaux. Enfin, d'un point de vue technique, la réhabilitation politique du stockage céréalier à différentes échelles semble constituer un instrument politique pertinent en dépit de coûts importants.

Parmi les difficultés et blocages, les participants à la table ronde ont mis en avant les limites d'un modèle favorisant la spécialisation ou l'intensification par rapport à l'objectif stratégique de diversification des activités afin de prévenir les

risques. Ensuite, le faible degré de réalisation des cadres stratégiques de sécurité alimentaire compte tenu de leur coût a été pointé par une majorité de communicants. Enfin, dernier point qui vient quelque peu contredire l'amélioration des systèmes d'expert, la qualité éminemment variable d'une information chiffrée pour évaluer et cibler les bénéficiaires. Pour clore ce bilan, quelques propositions ont émergé : tenir mieux compte de l'effet d'entraînement que peut engendrer le secteur privé vis-à-vis des économies locales. En termes d'analyses scientifiques, beaucoup reste à faire pour mieux lier la question sociale (inégalités, redistribution...) et sécurité alimentaire, comme à articuler questions foncières et sécurité alimentaire. La diversité des modes de régulation des systèmes alimentaires et des contradictions intrinsèques qu'elle comporte sont apparus comme un préalable éclairant la prise de décision politique.

Bilan des interventions dans le domaine de la sécurité nutritionnelle

Parmi les acquis relevés et les avancées techniques, on peut distinguer les gains en termes de réduction de la malnutrition sévère aigüe, l'implication croissante du secteur privé, la diffusion des ATPE au sein de dispositifs ambulatoires, une volonté de mieux valoriser les ressources locales produites par la mise en place de circuits hybrides de commercialisation.

En termes de difficultés et de blocages, le principal constat porte sur le faible niveau de réalisation de cadres opérationnels ambitieux : le manque d'investissement en matière de diagnostic et de traitement de la malnutrition chronique plutôt parent pauvre des politiques publiques, autre point stratégique soulevé par les représentants des ONG et du secteur privé : les choix en matière de réglementation tarifaire, de fiscalité et de labellisation des produits qui peut agir comme autant de facteurs incitatifs ou désincitatifs. Enfin, parmi les points récurrents soulevés par les professionnels œuvrant dans le domaine biomédical, on retiendra aussi les inévitables tensions entre pouvoir décisionnel des médecins et liberté d'action des nutritionnistes.

En termes d'enjeux en attente de réponse politique et scientifique, une convergence est apparue entre les intervenants pour rappeler l'importance des représentations alimentaires (identités et imaginaires), comme de la variabilité des contextes dans lesquels s'inscrivent les interventions. Enfin la question des temporalités d'action a émergé comme priorité compte tenu de programmes à durée déterminée alors même que la lutte contre la malnutrition appelle une dimension intégrée à long terme.

Convergence dans le champ de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Ce large champ thématique que constitue désormais la sécurité alimentaire et nutritionnelle, semble traversé par des évolutions parallèles.

La première est marquée par ce qui apparaît de plus en plus comme un (ré-)investissement de la composante « sécurité alimentaire » par le milieu biomédical : soit pour intégrer certains éléments socio-politiques sous forme de variables quantitatives explicatives ce qui semble quelque peu réducteur ; soit pour s'intéresser aux questions de vulnérabilité et de résilience alimentaire, soit pour évaluer l'impact des opérations de distribution alimentaire auprès des bénéficiaires sans jamais aborder cette question en termes de satisfaction alimentaire, soit enfin pour avoir travaillé à valider et diffuser l'usage d'indicateurs nutritionnels dans les systèmes experts.

En parallèle, force est de constater également la prise en compte croissante des enjeux nutritionnels par les acteurs de la sécurité alimentaire. Ce mouvement est illustré par l'émergence d'un discours autour d'une agriculture sensible à la « nutrition » qui reste encore modeste compte tenu d'une difficulté à sortir d'un prisme agricole productionniste. Enfin, on pourrait penser également qu'une analyse politique critique des actions nutritionnelles pourrait devenir un domaine d'expertise pour les évaluateurs des programmes de sécurité alimentaire.

Plusieurs projets ont été évoqués lors de la clôture : des recherches sur des aspects négligés (inégalités de genre et capacités ; jeux d'acteurs) ; des perspectives de valorisation (dossier de revue scientifique et manuel « Sécurisation alimentaire en action »).

La table ronde de Ouagadougou constituait une étape importante avant la tenue d'un colloque international (fin 2017). Les organisateurs ont également souhaité lui donner une suite en termes de partenariat :

- *organisation d'une école thématique,*
- *contractualisation d'une jeune équipe associée à l'IRD (JEA) ou*
- *projet de Laboratoire mixte international (LMI), offre de stages de mastères et d'encadrement doctoral.*